

**Arrêté n°1122-23-20-057
de mise en demeure
SMIRTOM Région de L'Aigle
Commune de Saint-Ouen-sur-Iton**

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.514-5, R.511-9 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 17 août 2021 nommant madame Marie CORNET secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2023 portant délégation de signature à madame Marie CORNET, secrétaire générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 2710-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 2710-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 2714 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 2780-1-c ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1971 autorisant Monsieur le Député-Maire de L'Aigle à créer, sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-sur-Iton, une usine d'incinération et de traitement des ordures ménagères (UIOM) modifié par l'arrêté complémentaire du 10 octobre 1991 introduisant de nouvelles prescriptions techniques d'exploitation en ce qui concerne, notamment, la gestion des mâchefers générés par son exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1996 par lequel M. le président du SIRTOM a été autorisé à exploiter un centre de transit d'ordures ménagères en lieu et place de l'usine d'incinération susmentionnée dont le fonctionnement a été arrêté au 01 décembre 1995 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mars 2002, par lequel M. le président du SIRTOM de la Région de L'Aigle, devenu dorénavant SMIRTOM, a été autorisé à exploiter, conjointement avec le centre de

transit d'ordures ménagères dont l'exploitation avait été autorisée par l'arrêté en date du 19 juillet 1996 susvisé, une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires de mise à jour de classement des 20 juin 2011 et 30 juillet 2013 ;

Vu le rapport établi suite à l'inspection en date du 29 mars 2023 transmis par courrier daté du 31 mai 2023 ;

Vu le courrier daté du 31 mai 2023 informant l'exploitant des possibilités de sanctions administratives ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2023, il a été constaté les faits suivants sur le site sis lieu-dit Les Champs Rouges, Saint-Ouen-sur-Iton :

- La présence d'un trop plein donnant du bassin n°2 au milieu naturel et pouvant provoquer un rejet direct dans le milieu.

ce qui constitue des non-conformités à l'article 14.4 de l'arrêté ministériel susnommé ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2023, il a été constaté les faits suivants sur le site sis lieu-dit Les Champs Rouges, Saint-Ouen-sur-Iton :

- La présence d'une surverse entre le bassin n°3 recueillant les jus de compost et, le cas échéant, les eaux d'extinction d'incendie et le bassin n°2 servant de réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie qui rend la réserve inopérante.

ce qui constitue une non-conformité aux articles 18.3 et 19.13 de l'arrêté ministériel susnommé ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2023, il a été constaté les faits suivants sur le site sis lieu-dit Les Champs Rouges, Saint-Ouen-sur-Iton :

- L'exploitant n'a pas pu montrer de plan des réseaux d'eau lors de l'inspection.

ce qui constitue une non-conformité à l'article 14.1 de l'arrêté ministériel susnommé ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2023, il a été constaté les faits suivants sur le site sis lieu-dit Les Champs Rouges, Saint-Ouen-sur-Iton :

- La dernière analyse des eaux de surface (par la société Aurea également en charge de celles des eaux souterraines) a été effectuée en 2018, il y a 5 ans ce qui constitue une non conformité.
- L'analyse de 2018 respecte l'arrêté.
- Une étude a été effectuée cette année, dont les résultats ont été transmis à la DREAL le 11/04/2023 (après l'inspection) et sont conformes.

ce qui constitue une non-conformité à l'article 14.7 de l'arrêté ministériel susnommé ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2023, il a été constaté les faits suivants sur le site sis lieu-dit Les Champs Rouges, Saint-Ouen-sur-Iton :

- La cuve d'AdBlue de la station service du site n'est pas sur rétention

ce qui constitue une non-conformité à l'article 14.8 de l'arrêté ministériel susnommé ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure le SMIRTOM de la Région de L'Aigle de respecter les dispositions réglementaires applicables à ses installations dans un délai déterminé ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 par lequel M. le président du SIRTOM de la Région de L'Aigle, devenu dorénavant SMIRTOM, a été autorisé à exploiter, conjointement avec le centre de transit d'ordures ménagères dont l'exploitation avait été autorisée par l'arrêté en date du 19/07/1996 susvisé, une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts.

Le SMIRTOM de la Région de L'Aigle exploitant une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets à Saint-Ouen-sur-Iton (61), est mise en demeure de respecter **dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification** à l'exploitant du présent arrêté les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 sus-mentionné :

Articles 18.3 et 19.13 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation d'exploiter une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts.

« L'installation doit être dotée des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à moins de 200 mètres au plus de l'installation, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; [...] »

Ces prescriptions seront considérées levées :

- à la mise en place d'une réserve d'eau de 120 m³ normalisée, dont le caractère opérationnel est validé;
- à la mise en place d'une rétention étanche de volume libre minimum de 120 m³.

Article 14.4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation d'exploiter une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts.

« Les eaux pluviales recueillies sur la plateforme de compostage seront recueillies avec les jus et orientées vers un bassin étanche de 850 m³ (bassin n°2 sur le plan en annexe 2). Elles seront intégralement recyclées pour l'arrosage des tas de compost et ne conduiront à aucun rejet dans le milieu naturel. »

Ces prescriptions seront considérées levées sur justification de la suppression de la possibilité de rejets dans le milieu naturel.

Article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation d'exploiter une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts.

« [...] »

Les différents circuits d'eaux résiduaires (pluvial, eaux usées, eaux de procédé) seront de type séparatifs.

Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs

collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. »

Ces prescriptions seront considérées levées à la transmission d'un plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation du site.

Article 14.7 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation d'exploiter une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts.

« Au moins une fois par an, des mesures seront effectuées par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées sur les eaux du bassin n°1, après passage au travers du séparateur d'hydrocarbures.

Les analyses porteront sur les paramètres définis à l'article 14.4. »

Polluant	concentration en mg/l	Flux maximum en kg/jours
MES	35	30
DCO	125	110
DBO5	50	30
azote global	30	30
Phosphore total	10	9
Hydrocarbures totaux	10	9

Ces prescriptions seront considérées levées sur la justification du contrôle annuel au titre de l'année 2023.

Article 14.8 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation d'exploiter une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts.

« Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matière dangereuse ou insalubre vers le milieu naturel.

Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention.

[...] »

Ces prescriptions seront considérées levées sur la justification de la mise en place des rétentions de la cuve d'AdBlue.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 §II du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de l'Orne pour une durée de 2 ans.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 4 : Le présent arrêté est notifié au SMIRTOM de la Région de L'Aigle, lieu dit Les Champs Rouges, Saint-Ouen-sur-Iton.

Article 5 : L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Orne pendant une durée minimale de deux mois. Il sera affiché en mairie de Saint-Ouen-sur-Iton pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

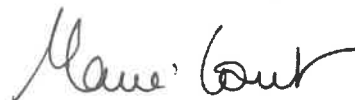
Article 6 : La secrétaire générale de la Préfecture de l'Orne, le maire de la commune de Saint-Ouen-sur-Iton, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le

05 JUIL. 2023

Pour le préfet,

La sous-préfète, secrétaire générale

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Marie Cornet', written over a light blue horizontal line.

Marie CORNET